

Stocamine Les déchets dangereux resteront presque tous sous terre



Arc

hives L'Alsace / Thierry Gachon

Plus de 90% des déchets dangereux du centre de stockage souterrain Stocamine de Wittelsheim y resteront enfouis, dans le cadre de la fermeture définitive de ce site à l'arrêt depuis un incendie en 2002, a annoncé ce vendredi la préfecture du Haut-Rhin.

Sur les 44.000 tonnes de déchets entreposées dans une ancienne mine de potasse, 2.000 seront extraites, correspondant à 93% des déchets contenant du mercure et présentant à ce titre un risque particulier de pollution de la nappe phréatique, a exposé le préfet Laurent Touvet lors d'un point de presse à Colmar.

Le préfet a autorisé par un arrêté le stockage souterrain «pour une durée illimitée» des autres déchets, en l'assortissant de trois mesures de prévention pour empêcher leur contact avec l'eau: remblaiements, barrages de confinement ralentissant la montée de la saumure (eau fortement concentrée en sel) et création d'une zone de drainage.

Ces protections suivent «entièrement» les réserves qui accompagnent l'avis favorable de la commission d'enquête publique, a précisé M. Touvet.

L'ensemble des travaux représente un coût de 200 millions d'euros, dont 100 millions déjà engagés, a-t-il indiqué.

Ce coût sera pris en charge intégralement par l'Etat, propriétaire de l'exploitant, les anciennes Mines de potasse d'Alsace (MDPA), a-t-il ajouté, précisant que le confinement pourrait être achevé en 2019.

L'extraction des déchets mercuriels, qui doivent être restockés dans une ancienne mine de sel en Allemagne, a déjà commencé.

Ouvert en 1999, Stocamine devait abriter 320.000 tonnes de déchets dangereux non-radioactifs (de classe 1 et 0), mais un incendie en septembre 2002 a arrêté de fait son activité.

Depuis, le devenir des 44.000 tonnes de déchets oppose les défenseurs de leur enfouissement sur place, dont l'exploitant, aux partisans de leur retrait, réunis notamment dans le collectif Déstocamine.

Plusieurs représentants de Déstocamine rassemblés devant la préfecture ont dénoncé vendredi une «décision scandaleuse» qui aboutit «sciemment à polluer la nappe phréatique». «On continuera le combat tant que les barrages de confinement ne seront pas en place», a averti Yann Flory, porte-parole du collectif d'associations et d'anciens mineurs.

Selon lui, les volumes de déchets à risque pour la nappe sont sous-estimés et au moins 23.000 tonnes supplémentaires, des résidus de fumées d'incinérateurs, pourraient être retirées.

«Le risque de pollution est infime, mais pas nul», a estimé M. Touvet lors du point presse. Les protections demandées pourraient laisser passer une «quantité infime de saumure» dans la nappe, «dans quelques centaines ou milliers d'années» et sur une étendue limitée à «quelques dizaines de mètres», a-t-il détaillé.